



Audit & Strategy

EO2

**Société anonyme au capital de 2.466.713 Euros
36 avenue Pierre Brossolette 92240 MALAKOFF
493 169 932 RCS NANTERRE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

EXERCICE CLOS LE 28 FEVRIER 2017

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 28 février 2017, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société :

EO2

**Société anonyme au capital de 2.466.713 euros
36 avenue Pierre Brossolette 92240 MALAKOFF
RCS NANTERRE 493 169 932**

tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

A l'occasion de l'arrêté de ses comptes, votre groupe est conduit à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses concernant notamment le traitement de l'imposition différée, la détermination des provisions pour risques et charges et la valeur de certains postes d'actif, dont les principales sont recensées dans la note 3 « Méthodes et principes de consolidation » de l'annexe. Nous avons, pour l'ensemble de ces éléments, vérifié le caractère approprié des règles et méthodes comptables suivies et des informations données dans les notes annexes. Nous avons également examiné la cohérence des hypothèses retenues, la traduction chiffrée de celles-ci ainsi que la documentation disponible et procédé sur ces bases à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations réalisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Quincy-Voisis
Le 17 juillet 2017



Franck CHARTON
AUDIT & STRATEGY
FINANCE MANAGEMENT
Société de commissariat aux comptes

1- États financiers

1.1- Bilan consolidé

Données en K€	Notes	28/02/2017	29/02/2016
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	3.3-1, 4.1	161	170
Immobilisations incorporelles	3.3-2, 4.2	51	54
Immobilisations corporelles	3.3-2, 4.3	11 200	11 661
Immobilisations financières	3.3-3, 4.4	199	249
Titres mis en équivalence			
Actif immobilisé		11 612	12 133
Stocks et encours	3.3-4, 4.5	2 052	4 888
Clients et comptes rattachés	3.3-5, 4.6	3 494	3 534
Autres créances et comptes de régularisation	3.3-5, 4.6	1 774	1 489
Actifs d'impôts différés	3.3-8, 4.7	171	
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	4.8	5 683	3 369
Actif circulant		13 173	13 280
TOTAL ACTIF		24 785	25 413
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	4.9-1	2 467	2 467
Primes d'émission		7 812	7 812
Autres réserves		1 643	1 764
Titres en auto-contrôle	3.3-9	(28)	(54)
Résultat de l'exercice		562	266
Capitaux propres part du groupe		12 455	12 255
Interêts minoritaires	4.9-2	659	599
Autres fonds propres			
Provisions pour risques et charges	3.3-11, 4.10	277	255
Emprunts et dettes financières	4.11	6 202	7 698
Fournisseurs et comptes rattachés	3.3-6, 4.12	3 694	3 087
Autres dettes	3.3-6, 4.12	1 497	1 519
Dettes		11 393	12 304
TOTAL PASSIF		24 785	25 413

1.2 - Compte de résultat consolidé

Données en k€	Notes	28/02/2017	29/02/2016
CHIFFRE D'AFFAIRES	5.1	23 549	19 827
Autres produits d'exploitation	5.2	(1 646)	999
Produits d'exploitation		21 903	20 827
Achats consommés	5.3	(8 706)	(7 159)
Consommations et services extérieurs	5.4	(9 211)	(9 051)
Impôts et taxes	5.5	(230)	(141)
Charges de personnel	5.6	(2 464)	(2 451)
Dotations aux amortissements et aux provisions	5.7	(1 348)	(1 452)
Charges d'exploitation		(21 959)	(20 255)
RESULTAT D'EXPLOITATION		(55)	572
RESULTAT FINANCIER	5.8	(238)	(290)
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES		(294)	282
RESULTAT EXCEPTIONNEL	5.9	184	23
Impôt sur les résultats	5.10	466	
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES		357	305
QPT dans les résultats sociétés mises en équivalence			
Dotations aux amts / Reprises des écarts d'acq.	(9)	(4)	
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		348	301
Intérêts minoritaires		(214)	34
RESULTAT NET PART DU GROUPE		562	266
Résultat net de base par action (en euros)	5.11	0,23	0,11
Résultat net dilué par action (en euros)	5.11	0,23	0,11

1.3- Tableau de flux de trésorerie consolidé

Données en K€	Notes	28/02/2017	29/02/2016
Résultat net des sociétés intégrées		357	305
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Amortissements et provisions		1 215	1 043
Variation des impôts différés		(466)	
Plus ou moins values de cession		7	(38)
Marge brute d'autofinancement		1 113	1 311
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	26	3 301	(699)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		4 413	611
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(24)	(22)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(1 094)	(759)
Variation des dettes sur immobilisations		89	(6)
Variation des autres immobilisations financières		(15)	(130)
Remboursement de prêts		120	
Cession d'immobilisations		70	52
Incidence des variations de périmètre		(10)	(107)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(865)	(972)
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :			
Part des minoritaires dans les augmentations de capital des filiales		39	8
Titres en auto-contrôle : variation et annulation boni / mali		14	(11)
Emissions d'emprunts bancaires		336	627
Remboursement des emprunts bancaires		(1 626)	(932)
Variation des autres dettes financières		(1)	1
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(1 238)	(308)
Incidence des variations de cours des devises			
Variations de trésorerie		2 310	(669)
Trésorerie d'ouverture	10.3	3 347	4 015
Trésorerie de clôture	10.3	5 658	3 347

1.4- Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Données en K€	Nombre de titres	Capital	Primes	Réserves consolidées	Autocontrôle	Résultat	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires
CAPITAUX PROPRES au 28/02/15	2 631 705	2 632	8 224	1 304	(761)	560	11 959	458
Affect. du résultat antérieur en réserves				560		(560)		
Résultat de la période						266	266	34
Variation de capital	-164 992	(165)	(412)		577			8
Variation de périmètre								101
Variation des titres en autocontrôle				5	130		135	
Boni / mali sur autocontrôle				(21)			(21)	
Variation des subv. d'investissement				(84)			(84)	(2)
CAPITAUX PROPRES au 29/02/16	2 466 713	2 467	7 812	1 765	(54)	266	12 256	599
Affect. du résultat antérieur en réserves				266		(266)		
Résultat de la période						562	562	(214)
Variation de capital								95
Variation de périmètre								182
Variation des titres en autocontrôle					26		26	
Boni / mali sur autocontrôle				(11)			(11)	
Variation des subv. d'investissement				(83)			(83)	(1)
Impôt différé sur subv. d'investissement				(294)			(294)	(2)
CAPITAUX PROPRES au 28/02/17	2 466 713	2 467	7 812	1 643	(28)	562	12 455	659

2- Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice

2.1- Présentation du groupe et évolution

Groupe industriel français, le groupe EO2 est un acteur majeur du secteur des énergies renouvelables spécialisé dans la production de granulés bois. Il ambitionne de s'imposer comme référence dans la fabrication et la commercialisation de granulés de bois (pellets), combustible écologique, économique et confortable, destiné à alimenter les chaudières des particuliers et des collectivités. Le groupe est accompagné par des partenaires de premier rang comme l'Office National des Forêts par le biais de sa société holding ONF Participations et le Fonds Bois géré par BPI France Investissement.

2.2- Faits marquants de l'exercice

Retour à la rentabilité sur le 2^{ème} semestre

La première moitié de l'exercice social a été marquée par des prix bas et une assez forte demande. Dans ce contexte, les producteurs de granulés de bois, dont EO2, ont fait le choix d'écouler leur stock en acceptant des prix dégradés. Les stocks ont ainsi pu être apurés au cours du premier semestre.

Le deuxième semestre a vu une augmentation progressive des prix induisant une reconstruction des marges et un retour à la rentabilité. L'hiver, bien que plus froid que les trois hivers précédents, se situe sur une moyenne plutôt chaude. Il a cependant permis l'écoulement des stocks.

Ainsi, EO2 a progressivement réajusté ses prix de ventes, pour retrouver le positionnement haut de gamme naturel de la marque, compte tenu de la qualité proposée.

Poursuite de la croissance du parc de matériel de chauffage

Les installations de matériel de chauffage à granulés bois ont poursuivi leur croissance. Cette croissance régulière reste soutenue puisque la filière a connu un doublement au cours des trois dernières années (+ 330 000 unités). Qui plus est, cette croissance peut être jugée comme solide dans la mesure où elle a résisté sur les dernières années à une hausse des énergies fossiles ainsi qu'à une baisse du niveau de subvention.

Le périmètre historique EO2/EO2 AUVERGNE/TRANSLOC

L'activité historique du Groupe a fait plus que résister et ressort bénéficiaire sur l'exercice.

Nouveau projet : MMR, des pertes ayant valeur d'investissement

MMR a fait une mauvaise année (contribution de -176 K€ au résultat net de l'ensemble consolidé). Cette perte, qui s'explique principalement par les effets induits par le déménagement sur le port de Caen et qui permet désormais d'être en situation d'importer, mérite d'être analysée comme un « investissement » au regard des perspectives offertes par le projet.

Le projet consiste en effet à faire de ce distributeur de 5 000 tonnes, un point d'importation en France afin d'accompagner la croissance du marché. Il est en particulier prévu d'en faire une unité de conditionnement.

Sortie de la SCI Terre-plein de Blainville

Au cours de l'exercice, E02 a cédé ses parts dans la SCI. Il a été convenu avec les coassociés, qu'E02 polariserait ses moyens sur les actifs de production (unité d'ensachage, financement des importations), considérant également que la constitution d'un patrimoine immobilier n'était pas une priorité du Groupe.

La société E02 a été contrôlée fiscalement sur l'exercice

Le contrôle fiscal a porté sur la période du 01/07/12 au 28/02/15. Il s'est conclu par des rectifications portant sur :

- La taxe sur les salaires pour un montant global de 23 K€, complétés de 2 K€ d'intérêts de retard.
- L'impôt sur les sociétés : les effets du redressement portent essentiellement sur le stock de déficits reportables qui se retrouve réduit en 2013, 2014 et 2015 pour être de nouveau reconstitué en 2016. Selon les calculs de la société, ce contrôle devrait se traduire par une charge complémentaire d'impôts sur les sociétés de 17 K€ (montant non provisionné à la clôture). L'administration fiscale demandant le règlement d'une somme de 232 K€ au titre du redressement, ce montant a été contesté et une garantie a été constituée post clôture dans le cadre de la réclamation. La divergence porte sur le calcul de l'imputation des déficits dans le cadre de l'intégration fiscale.

3- Méthodes et principes de consolidation

3.1- Principes généraux

Les principes d'élaboration des comptes consolidés du groupe sont conformes au Code de Commerce (articles L233-16 à L233-28 et R233-3 à R233-16) et au règlement du Conseil de la Réglementation comptable (règlement CRC 99-02).

L'exercice annuel clos le 28/02/17 a une durée de 12 mois.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

3.2- Périmètre et méthodes de consolidation

3.2-1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Toutes les sociétés sont intégrées globalement.

Au 28/02/17, le périmètre comprend 7 sociétés, comme à la clôture de l'exercice précédent.

Raison sociale	% d'intérêt	% d'intérêt	Adresse	Siren
	28/02/2017	29/02/2016		
EO2	100,00	100,00	36 Avenue Pierre Brossolette 92240 MALAKOFF	493 169 932
EO2 AUVERGNE	100,00	100,00	ZAC du Chateau 63470 SAINT GERMAIN PRES HERMENT	500 300 306
M.M.R.	50,00	50,00	Route de la mer 14550 BLAINVILLE SUR ORNE	484 764 329
RESEAU DE CHALEUR D'ARDES SUR COUZE	60,85	60,85	714 Route d'Apchat 63420 ARDES	791 800 733
TRANSLOC SERVICES	50,99	50,99	ZAC du Chateau 63470 SAINT GERMAIN PRES HERMENT	438 812 323
WEYA	50,97	50,97	36 Avenue Pierre Brossolette 92240 MALAKOFF	511 315 046
SCI TERRE PLEIN DE BLAINVILLE	-	50,00	ZONE INDUSTRIELLE PORTUAIRE CAEN CAEN 14300 BLAINVILLE SUR ORNE	493 169 932
C3L	40,78	-	Rue Colonel Rabier 58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE	824 094 163

3.2-2. Variation du périmètre de consolidation

3.2-2.1. Déconsolidation de la SCI TERRE-PLEIN DE BLAINVILLE

La SCI TERRE-PLEIN DE BLAINVILLE est sortie du périmètre de consolidation en février 2017, suite à la cession totale des titres que détenait EO2. La plus-value réalisée en consolidation s'élève à 189 K€.

La contribution de la SCI sur les comptes consolidés du groupe au 28/02/17 est la suivante :

Compte de résultat (K€)	28/02/2017
Autres produits d'exploitation	34
Charges externes	(237)
Impôts et taxes	(39)
Résultat d'exploitation	(241)
Résultat financier	(16)
Résultat exceptionnel	(93)
Résultat net	(351)
Part du groupe	(175)
Part des minoritaires	(175)

3.2-2.2. Création de C3L

La société WEYA a souscrit à la création de la société C3L à hauteur de 80%. L'entrée de C3L dans le périmètre de consolidation n'a pas d'impact sur les comptes consolidés.

3.3- Règles et méthodes comptables

3.3-1. Écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale de ses actifs et passifs identifiés à la date de prise de contrôle.

Suite à l'application du règlement ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015, les écarts d'acquisition positifs inscrits à l'actif immobilisé ne font désormais plus l'objet d'un amortissement systématique selon un plan préalablement défini, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016. Ainsi, les écarts d'acquisition qui seront constatés ultérieurement feront l'objet d'une analyse pour déterminer si leur durée d'utilisation est limitée ou non et s'ils devront faire l'objet d'un amortissement ou d'une dépréciation éventuelle.

En ce qui concerne les écarts d'acquisition inscrits au bilan consolidé à la clôture de l'exercice précédent, le groupe continue à les amortir sur la durée d'utilisation antérieurement déterminée.

3.3-2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

▪ Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur la durée de leur utilisation par les entreprises :

- | | |
|---------------------------|-----------|
| ➤ Logiciels informatiques | 1 à 3 ans |
| ➤ Brevets | 7 ans |

▪ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

- immobilisations décomposables : le groupe n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,

- immobilisations non décomposables : les durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés ont été maintenues.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|--|-------------|
| ➤ Agencements et aménagements des terrains | 6 à 10 ans |
| ➤ Constructions | 10 à 20 ans |
| ➤ Agencement des constructions | 12 ans |
| ➤ Matériel et outillage industriels | 5 ans |
| ➤ Agencements, aménagements, installations | 6 à 10 ans |
| ➤ Matériel de transport | 4 ans |
| ➤ Matériel de bureau, informatique et mobilier | 3 à 10 ans |
| ➤ Mobilier de bureau | 5 à 10 ans |
| ➤ Biens mis en concession* | 24 ans |

* Un contrat a été signé entre La société RCAC et Ardes communauté pour la réalisation et la mise en concession d'une chaufferie centrale mixte bois / fioul domestique et d'assurer la gestion du service public auquel les installations servent de support. Le traitement comptable retenu est celui adapté aux biens mis en concession. La durée d'amortissement de caducité retenue est celle de la durée du contrat prévu pour 24 ans sans possibilité de reconduction.

▪ Dépréciation des actifs immobilisés

Les actifs immobilisés sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture.

Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

3.3-3. Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidées. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

3.3-4. Stocks

Les achats de matières premières sont évalués selon la méthode du premier entré - premier sorti :

- pour la sciure, compte tenu de la rotation rapide des stocks, au prix du dernier mois,
- pour les déchets de bois, en fonction de leur coût d'achat des achats du mois compte tenu de la rotation rapide des stocks.

Les achats de consommables et d'emballages sont évalués au dernier prix connu.

Les stocks de marchandises sont valorisés au dernier prix connu.

Les granulés ensachés et produits par la société, bien qu'interchangeables, sont des produits identifiables étant donné qu'ils portent un numéro d'inscription permettant de les différencier selon leur date de fabrication. Ainsi, les stocks de granulés ensachés sont valorisés à leur coût réel d'entrée.

Les granulés produits et stockés en vrac qui ne sont pas identifiables sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré.

Les travaux en cours pour l'activité d'installation de réseaux de chaleur sont valorisés selon la méthode dite à « l'avancement » et font l'objet d'une comptabilisation en factures à établir ou en produits constatés d'avance. Une provision pour risques et charges est constatée, le cas échéant, pour tenir compte des pertes probables à terminaison

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

3.3-5. Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.3-6. Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation sont comptabilisées à leur valeur nominale.

3.3-7. Contrats de location financement

Le groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est

jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine.

Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités.

Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

3.3-8. Impôts différés

Les impôts différés sont déterminés selon une approche dite bilancielle, sur la base des différences temporaires résultant de la différence entre la valeur comptable des actifs ou passifs et leur valeur fiscale. Ils sont calculés par taux d'imposition et par application de la méthode du report variable.

Les sociétés EO2 et EO2 Auvergne forment un groupe d'intégration fiscale.

3.3-9. Actions d'autocontrôle

Les actions de la société mère qui sont détenues par la société mère sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

3.3-10. Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement sont présentées en capitaux propres. Elles sont comptabilisées en résultat consolidé au même rythme que les amortissements pour dépréciation des immobilisations qu'elles permettent de financer.

3.3-11. Provisions pour risques et charges

3.3-11.1. Provisions pour risques

Des provisions sont comptabilisées dès lors que le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers à la clôture résultant d'événements passés et qu'il est probable qu'il devrait faire face à une sortie de ressources au profit d'un tiers sans contrepartie attendue. Ce poste comprend principalement les provisions pour litiges et contentieux en cours établies sur la base de l'estimation du risque encouru.

3.3-11.2. Provisions pour charges

Le Groupe a opté pour la comptabilisation des provisions pour indemnités de départ en retraite : les engagements résultant des conventions collectives applicables aux sociétés du Groupe sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite.

Les indemnités de départ à la retraite de la société sont calculées sur la base d'une actualisation des droits qui seront acquis par les salariés au moment de leur départ en retraite. Le départ intervient à l'initiative du salarié.

L'âge de départ à la retraite est de 65 ans.

Le coefficient de mortalité est issu de la table réglementaire TG05.

Le taux de turn-over retenu est de 1% à 2%.

Le taux d'actualisation retenu pour le calcul des engagements sociaux est de 1,3% inflation comprise.

Le taux de revalorisation des salaires retenu est de 1%.

Le taux de charges sociales patronales retenu est de 45% pour les cadres et pour les non cadres.

3.3-12. Crédit d'impôt compétitivité emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi est comptabilisé en moins des autres charges de personnel.

3.3-13. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel exprime le résultat réalisé par le Groupe en raison des événements non récurrents qui ont pris naissance au cours de l'exercice considéré.

3.3-14. Modalités de calcul du résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Comme il n'existe pas d'instrument donnant droit à un accès différé au capital d'E02, le résultat net dilué par action est identique au résultat de base par action.

4- Notes annexes sur les postes du bilan

4.1- Ecarts d'acquisition

Données en K€	29/02/16	Augmentation	Variations de périmètre	28/02/17
Ecarts d'acquisition actif	178			178
Amortissements des écarts d'acquisition	(9)	(9)		(17)
Dépréciations des écarts d'acquisition				
Ecart d'acquisition actif nets	170	(9)		161

4.2- Immobilisations incorporelles

Le détail des immobilisations incorporelles s'établit selon le tableau suivant :

Données en K€	29/02/16	Augmentation	Diminution	28/02/17
Frais d'établissement	47			47
Frais de développement	18	2		20
Concessions, brevets et droits similaires	85	23		108
Immobilisations incorporelles brutes	150	24		174
Amortissements des frais d'établissement	(32)	(9)		(41)
Amortissements des frais de développement	(1)	(4)		(5)
Amorts concessions, brevets & droits similaires	(63)	(14)		(77)
Amortissements / immobilisations incorporelles	(96)	(27)		(123)
Frais d'établissement	15			6
Frais de développement	17			15
Concessions, brevets et droits similaires	22			31
Immobilisations incorporelles nettes	54			51

4.3- Immobilisations corporelles

Le détail des immobilisations corporelles s'établit selon les tableaux suivants :

Données en K€	29/02/16	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations	28/02/17
Terrains	974			(152)	(181)	641
Aménagements de terrains	3					3
Constructions	3 315	56	(90)	(362)	452	3 371
Constructions sur sol d'autrui	16		(16)			
Matériel & outillage	9 629	161	(41)		38	9 786
Autres immobilisations corporelles	2 768	49	(621)	(161)	762	2 797
Immobilisations corporelles en cours	244	829	42		(433)	682
Immobilisations corporelles brutes	16 949	1 094	(725)	(675)	639	17 281
Amort. sur agencements et aménags de terrains	(1)	()				(1)
Amortissements des constructions	(729)	(132)	(1)			(862)
Amort. des constructions sur sol d'autrui	(2)	()	2			
Amortissements du matériel & outillage	(3 457)	(764)	7		(4)	(4 217)
Amortissements des autres immobilisations corp.	(1 099)	(353)	451		()	(1 001)
Amort. / immobilisations corporelles	(5 288)	(1 249)	460		(4)	(6 081)
Terrains	974					641
Aménagements de terrains	2					2
Constructions	2 586					2 509
Constructions sur sol d'autrui	14					
Matériel & outillage	6 172					5 569
Autres immobilisations corporelles	1 669					1 796
Immobilisations corporelles en cours	244					682
Immobilisations corporelles nettes	11 661					11 200
<i>Dont immobilisations en crédit-bail</i>	<i>6 960</i>					<i>6 803</i>
Terrains	364					364
Constructions	1 916					1 832
Matériel et outillage	4 050					3 759
Autres immobilisations corporelles	630					849

4.4- Immobilisations financières

Données en K€	29/02/16	Augmentation	Diminution	28/02/17
Titres de participation	1			1
Titres immobilisés				
Prêts	120		(120)	
Autres immobilisations financières	128	72	(1)	199
Immobilisations financières brutes	249	72	(121)	200
/ Titres de participation	(1)			(1)
Dépréciations / immobilisations financières	(1)			(1)
Titres de participation				
Titres immobilisés				
Prêts	120			
Autres immobilisations financières	128			199
Immobilisations financières nettes	249			199

Les autres immobilisations financières ont une échéance entre un et cinq ans.

4.5- Stocks et en-cours

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	1 289	1 121
Travaux en-cours	41	45
Produits intermédiaires finis	339	2 839
Stocks de marchandises	434	934
Stocks et en-cours bruts	2 103	4 939
Dépréciations / produits intermédiaires finis	(51)	(51)
Dépréciations / stocks de marchandises		
Dépréciations / stocks et en-cours	(51)	(51)
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	1 289	1 121
Travaux en-cours	41	45
Produits intermédiaires finis	288	2 788
Stocks de marchandises	434	934
Stocks et en-cours nets	2 052	4 888

4.6- Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Clients et comptes rattachés	3 700	3 788
Créances sur personnel & org. Sociaux	6	14
Créances fiscales	1 426	994
Autres créances	209	401
Charges constatées d'avance	132	80
Créances brutes	5 473	5 277
Dépréciation / clients et comptes rattachés	(206)	(254)
Dépréciations / Créances	(206)	(254)
Clients et comptes rattachés nets	3 494	3 534
Créances sur personnel & org. Sociaux	6	14
Créances fiscales	1 426	994
Autres créances d'exploitation	209	401
Charges constatées d'avance	132	80
Autres créances et comptes de régularisation nets	1 774	1 489
Créances de l'actif circulant nettes	5 267	5 023

Les clients et comptes rattachés, les autres créances et les comptes de régularisation ont une échéance à moins d'un an.

4.7- Impôts différés

Bases des sociétés intégrées	28/02/2017	
	BASES D'IMPOT	IMPOT
Plus-values internes	154	51
Provisions pour indemnités de retraite	156	52
Déficits fiscaux	3 289	1 096
Autres bases d'actif d'impôt	25	8
Totaux / Impôts différés actif	3 624	1 208
Subventions en capitaux propres	886	295
Crédit-bail	2 226	742
Totaux / Impôts différés passif	3 112	1 037
IMPOTS DIFFERES NETS	512	171
ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES		171
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES		()

La variation d'impôts différés transite :

- Par les réserves à hauteur de -295 K€ (impôts différés passif sur les subventions comptabilisées en capitaux propres) ;
- Par le résultat à hauteur de +466 K€.

Une base de 2 946 K€ de déficits fiscaux a généré 982 K€ d'impôts différés actif pour compenser des passifs d'impôts différés. 114 K€ d'impôts différés actif correspondant à 343 K€ de déficits reportables ont été comptabilisés car leur récupération est jugée probable.

Les impôts différés non activés au titre des déficits fiscaux s'élèvent à 1 637 K€, correspondant à 4 910 K€ de déficits reportables.

4.8- Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Valeurs mobilières de placement	72	72
Disponibilités	5 612	3 298
Disponibilités et valeurs mobilières de placement brutes	5 683	3 369
Dépréciation sur valeurs mobilières de placement		
Valeurs mobilières de placement	72	72
Disponibilités	5 612	3 298
Disponibilités et valeurs mobilières de placement nettes	5 683	3 369

4.9- Capital social et intérêts minoritaires

4.9-1. Capital social en nombre d'actions

Le nombre d'actions au 28/02/17 est de 2 466 713 actions de 1 € de nominal. Il n'y a pas eu d'évolution sur l'exercice.

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Nombre de titres	2 466 713	2 466 713
Valeur nominale (en euros)	1,00	1,00
CAPITAL SOCIAL (en euros)	2 466 713	2 466 713
Nombre d'actions en possession de l'entreprise	11 099	20 378
Nombre d'actions en circulation	2 455 614	2 446 335

4.9-2. Intérêts minoritaires

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Réserves attribuées aux minoritaires	873	564
Résultat des minoritaires	(214)	34
Intérêts minoritaires	659	599

4.10- Provisions pour risques et charges

Données en K€	28/02/17	29/02/16	Dotations	Reprises
Provisions pour litiges	121	119	21	(19)
Provisions pour pensions et retraites	156	135	21	
Provisions pour risques et charges	277	255	42	(19)

4.11- Dettes financières

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Emprunts auprès des établissements de crédit	6 167	7 665
Intérêts courus sur emprunts	10	11
Concours bancaires courants	26	22
Emprunts et dettes financières	6 202	7 698

Les dettes financières se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Données en K€		Montant	moins d'un an	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans	
Emprunts auprès des ets de crédit	à plus d'un an à l'origine	2 848	568	1 732	548	
	à un an maximum à l'origine	26	26			
Dettes financières de crédit-bail		3 318	839	1 223	1 256	
Intérêts courus sur emprunts		10	10			
		28/02/2017	6 202	1 443	2 955	1 804
		29/02/2016	7 698	1 421	3 893	2 384

4.12- Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et comptes de régularisation

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Fournisseurs et comptes rattachés	3 694	3 087
Dettes sociales	433	445
Dettes fiscales	742	553
Dettes s/ acquisition d'actifs	95	6
Comptes courants divers	1	44
Autres dettes	104	151
Produits constatés d'avance	123	321
Autres dettes et comptes de régularisation	1 497	1 519
Dettes d'exploitation	5 191	4 606

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et comptes de régularisation ont une échéance à moins d'un an.

5- Notes annexes sur les postes du compte de résultat

5.1- Chiffre d'affaires

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Ventes de marchandises	2 211	1 232
Production vendue de biens	17 306	13 701
Prestations de services	3 954	4 899
Produits des activités annexes	152	109
Rabais, remises et ristournes accordés	(74)	(115)
Chiffre d'affaires	23 549	19 827

5.2- Autres produits d'exploitation

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Production stockée	(2 504)	(110)
Production immobilisée	573	
Reprises de provisions	153	440
Transferts de charges d'exploitation	125	645
Autres produits d'exploitation	7	24
Autres produits d'exploitation	(1 646)	999

Au 29/02/16, le poste « Transferts de charges d'exploitation » comprend essentiellement les produits issus du plafonnement de la Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE) pour un montant de 501 K€ dont 287 K€ au titre des exercices précédents.

Au 29/02/17, le poste « Production immobilisée » correspond à l'étude et à la conception d'un réseau de chaleur en cours de construction sur la commune de Cosne Cours sur Loire qui sera exploité par la société C3L dans le cadre d'un contrat de délégation de service public.

5.3- Achats et variations de stocks

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Achats de marchandises	(1 151)	(801)
Variation stocks de marchandises	(500)	33
Achat matières premières, fournitures & autres approv.	(7 224)	(6 411)
Var. stocks mp, fournit. & autres appro.	168	19
Achats et variations de stocks	(8 706)	(7 159)

5.4- Autres achats et charges externes

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Achats non stockés de matières et fournitures	(1 666)	(1 546)
Achats d'études et prestations de services	(3 327)	(3 488)
Sous-traitance	(180)	(127)
Locations	(454)	(510)
Entretien	(610)	(476)
Primes d'assurances	(266)	(301)
Personnel détaché et interimaire	(150)	(143)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(469)	(312)
Publicité, publications, relations publiques	(47)	(41)
Transport	(1 445)	(1 179)
Déplacements, missions et réceptions	(129)	(141)
Frais postaux et frais de télécommunications	(25)	(30)
Frais bancaires	(42)	(41)
Autres charges externes	(401)	(717)
Autres achats et charges externes	(9 211)	(9 051)

5.5- Impôts et taxes

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Impôts et taxes sur rémunérations	(67)	(38)
Autres impôts et taxes	(163)	(103)
Impôts et taxes	(230)	(141)

5.6- Charges de personnel et effectif

5.6-1. Charges de personnel

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Rémunérations du personnel	(1 785)	(1 735)
Charges de sécurité sociales et de prévoyance	(797)	(786)
Autres charges de personnel	119	70
Charges de personnel	(2 464)	(2 451)

Le crédit d'impôt compétitivité emploi est comptabilisé en diminution des autres charges de personnel pour un montant de 119 K€ (70 K€ au 29/02/16).

5.6-2. Effectif

En nombre de personnes	28/02/2017	29/02/2016
Cadres	14	16
Agents de maîtrise	15	8
Employés et ouvriers	18	27
TOTAUX	47	51

5.7- Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Dotations aux amortissements sur immobilisations	(1 220)	(1 201)
Dot. aux provisions d'exploitation	(21)	(99)
Dot/Prov. engagements de retraite	(21)	(13)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(86)	(139)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(1 348)	(1 452)

5.8- Résultat financier

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Dividendes des autres participations		1
Revenus des créances rattachées à des participations		7
Reprises de provisions à caractère financier		2
Autres produits financiers	73	23
Produits financiers	73	34
Charges d'intérêts	(307)	(323)
Autres charges financières	(4)	(1)
Charges financières	(312)	(324)
RESULTAT FINANCIER	(238)	(290)

5.9- Résultat exceptionnel

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	24	16
Produits excep. s/ exercices antérieurs	16	31
Plus-value / déconsolidation SCI TERRE PLEIN DE BLAINVILLE	189	
Produits de cession d'immobilisations	70	52
Subv. invest. virées au résultat de l'exercice	83	83
Solde dette financière / arrêt contrat crédit-bail	178	
Autres produits exceptionnels	24	1
Transfert de charges exceptionnelles	16	
Produits exceptionnels	600	183
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(105)	(139)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(2)	(7)
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	(308)	(14)
Charges exceptionnelles	(415)	(160)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	184	23

5.10- Impôts sur les résultats

5.10-1. Ventilation de l'impôt sur les résultats

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Impôts différés	466	
Impôt sur les bénéfices		
Impôts sur les résultats	466	

Les sociétés EO2 et EO2 Auvergne forment un groupe d'intégration fiscale.

5.10-2. Preuve de l'impôt

Données en K€	28/02/2017	
	en valeur	en %
Résultat net des sociétés intégrées	357	
Impôt sur les résultats	466	426,26%
Résultat net avant impôt	(109)	100,00%
Impôt théorique au taux en vigueur (33,33%)	36	33,33%
Impôts liés aux différences permanentes	(49)	-45,03%
Incidence des pertes non activées	(55)	-50,32%
Imputation des pertes antérieures	17	15,86%
Crédit d'impôt	40	36,27%
Impôts différés précédemment non activés	477	436,14%
IMPOT ET TAUX REEL DE L'IMPOT (+)Produit, (-)Charge	466	426,26%

5.11- Résultats par action

RESULTATS PAR ACTION	28/02/2017	29/02/2016
<i>Numérateur (en euros)</i>		
Résultat net part du Groupe	561 876	266 269
<i>Dénominateur (en nombre d'actions)</i>		
Nombre moyen d'actions de base	2 455 614	2 437 765
Nombre d'actions potentielles dilutives		
Nombre moyen d'actions dilué	2 455 614	2 437 765
RESULTAT PAR ACTION (en euros)	0,23	0,11
RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)	0,23	0,11

En l'absence d'instruments dilutifs, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

5.12- Information sectorielle

Le groupe a identifié deux principaux secteurs d'activité :

- la fabrication, l'achat et la vente de combustibles à base de bois,
- la réalisation de services énergétiques (financement, installation de chaudières, livraison de combustibles et maintenance).

Les activités accessoires du groupe sont incluses dans l'activité principale de fabrication, d'achat et de vente de combustibles à base de bois.

Le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation se ventilent par activités de la manière suivante :

Données en K€	Granulés de bois (combustibles de bois)		Services énergétiques	
	28/02/17	29/02/16	28/02/17	29/02/16
Chiffre d'affaires	19 584	14 884	3 965	4 943
Résultat d'exploitation	(90)	421	35	151

6- Notes annexes sur les postes du tableau des flux de trésorerie

6.1- Trésorerie nette

Données en K€	28/02/2017	29/02/2016
Trésorerie active	5 683	3 369
Concours bancaires (trésorerie passive)	(26)	(22)
Trésorerie nette	5 658	3 347

6.2- Variation du besoin en fonds de roulement

VARIATIONS NETTES (données en K€)	28/02/2017	29/02/2016
Variation des stocks	2 836	44
Variation des avances et acptes versés sur commandes	4	16
Variation des clients	20	(479)
Variation des créances fiscales et sociales	(429)	281
Variation des autres créances d'exploitation	188	(287)
Variation des charges constatées d'avance	(50)	82
Variation des avances et acptes reçus sur commandes		(86)
Variation des fournisseurs	621	(432)
Variation des dettes fiscales et sociales	220	(303)
Variation des autres dettes d'exploitation	89	144
Variation des produits constatés d'avance	(198)	321
TOTAUX	3 301	(699)

7- Autres informations

7.1- Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires versés aux commissaires aux comptes en 2016 au titre de 2015, se sont élevés à 52 K€ (contrôle légal des comptes annuels).

7.2- Engagements hors bilan

Les dettes garanties par des suretés réelles s'élèvent à 1 396 K€.

7.3- Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.